

ÉDITORIAL

Pouvoir d'achat, retraites : le vrai débat

L'été est bien installé et la canicule pèse sur notre quotidien. Pourtant, les vacances ne suspendent ni les difficultés ni les combats. Face aux politiques menées en France comme à l'international, qui dégradent notre pouvoir d'achat, notre accès aux soins et nos conditions de vie, la mobilisation reste indispensable.

Elle l'est également face au Rassemblement national. Derrière un discours prétendument social, ce parti n'a jamais défendu les intérêts des travailleurs. Les votes des députés du Rassemblement National en sont une illustration, notamment contre l'augmentation du SMIC, contre le rétablissement de l'ISF, Les tentatives de certaines municipalités qu'il dirige d'expulser la CGT des Bourses du Travail rappellent que l'extrême droite s'attaque toujours aux organisations syndicales et à celles et ceux qui défendent les droits des salariés et des retraités.

Dans le même temps, la concentration des médias entre les mains des Bolloré, Saadé, Arnaud... a pour objectif de faire passer les idées de l'extrême droite tout en la banalisant.

Plus que jamais, notre rôle est d'informer, de débattre et de convaincre. À travers nos journaux, notre site internet, nos réseaux sociaux et nos échanges quotidiens, nous devons combattre les contre-vérités et faire vivre les valeurs de solidarité.

On voudrait faire croire que les retraités sont des privilégiés et qu'ils devraient encore faire des sacrifices, mais l'argent existe 420 Milliards pour l'armée,

80 à 120 Milliards d'optimisation fiscale (fraude fiscale des entreprises du CAC 40), 7 Milliards pour l'égalité salariale Femme/homme, 211 Milliards d'aides publiques pour des entreprises privées le tout sans contrepartie, alors que la plupart de ces entreprises ont supprimé de nombreux emplois.

C'est donc une question de choix politiques. L'US-RAF CGT continuera à défendre une autre répartition des richesses, le progrès social, les services publics et une retraite digne pour toutes et tous.

Notre force reste la mobilisation collective, prochains Rendez-vous :

**14 OCTOBRE ET
19 NOVEMBRE 2026**

**Serge Bodrero
Secrétaire général
de l'USRAF CGT**





LES RETRAITÉS CGT du 13

SPÉCIAL FABRÉGOULES 2026

Du Pain Roses

JUIN 2026

20^e FÊTE DES RETRAITÉS

Parc de FABRÉGOULES à Septèmes-les-Vallons

La 20^e fête de Fabrégoules authentique moment de lutte, aussi dynamique que spécifique a pour ambition de rassembler dans un moment, tant culturel que festif, les retraités CGT du département et leurs amis.

Ce jeudi 24 septembre 2026 sera un des événements marquants de la rentrée sociale des retraités du département.

USR CGT 13

DÉBAT (SUR LE STAND DE L'USR)

**"PAS DE PAIX SANS PROGRÈS SOCIAL
PAS DE PROGRÈS SOCIAL SANS PAIX"**

Le Progrès Social ! La Paix !

Il n'y a pas de progrès social quand il y a la guerre.
La paix ne doit pas être un slogan, mais une volonté politique qui nécessite une véritable coopération entre les peuples.

Il faut que partout, les peuples, les travailleurs ne soient plus mis en concurrence, ne soient plus opposés les uns aux autres et que l'on n'attise plus les conflits et les haines.

Il ne peut y avoir de paix sans progrès social !





Mobilisation à Roissy-CDG : les syndicats soutiennent les salariés privés de leur badge aéroportuaire



L'USRAF CGT aux côtés des actifs

La présence des retraités CGT d'Air France aux côtés des salariés actifs



La manifestation s'est déroulée au Dôme de Roissy et a rassemblé différents représentants syndicaux ainsi que des salariés venus témoigner leur solidarité envers les personnels touchés par ces décisions administratives.

Parmi les participants figuraient Christian Le Fur et Philippe Siné de

la section USRAF CGT banlieue NORD, présents au nom des retraités CGT d'Air France. Leur participation illustre la volonté des anciens salariés de rester mobilisés aux côtés des personnels en activité et de soutenir les actions menées par les organisations syndicales en faveur des droits des travailleurs.

Cette présence témoigne également de la continuité de l'engagement syndical entre générations de salariés, dans un contexte où les questions liées à l'emploi, aux conditions de travail et aux libertés professionnelles demeurent des sujets majeurs au sein de la plateforme aéroportuaire.





Badges aéroportuaires : une première victoire, mais le combat continue !

Le 18 juin dernier, à l'appel de l'intersyndicale, à l'initiative de l'Union Locale CGT Roissy, plusieurs centaines de salariés des plateformes aéroportuaires se sont rassemblés devant la préfecture de Roissy pour dénoncer le durcissement injustifié des conditions d'attribution et de renouvellement des badges aéroportuaires (TCA et CMC).

Depuis de nombreux mois, les organisations syndicales alertent les pouvoirs publics sur les conséquences dramatiques de ces décisions administratives. Aujourd'hui, des salariés peuvent perdre leur badge – et donc leur emploi – pour des faits mineurs, parfois anciens de plusieurs décennies, sans aucun lien avec les exigences de sûreté aéroportuaire.

Pour la CGT, le badge n'est pas un simple titre de circulation : c'est un véritable permis de travailler. Le retirer de manière arbitraire, c'est mettre en péril une carrière, une famille et des années de vie professionnelle.

La forte mobilisation du 18 juin a permis d'obtenir une première avancée. À l'issue de cette action, le préfet a accepté de recevoir une délégation syndicale le 9 juillet prochain afin d'échanger sur les revendications portées par l'intersyndicale.

Cette rencontre est le résultat direct du rapport de force créé par les salariés mobilisés. Elle démontre qu'aucune avancée ne s'obtient sans mobilisation collective.

La CGT Air France a pris toute sa place dans cette journée d'action avec une présence particulièrement importante de ses militantes, militants et syndiqués. Nous saluons également l'engagement de nos camarades retraités d'Air France, toujours présents lorsqu'il s'agit de défendre les droits des salariés. Aux côtés de l'Union Locale CGT Roissy, initiatrice de cette mobilisa-

tion, ils ont contribué à faire de cette journée un véritable succès.

Pour autant, nous restons lucides : rien n'est encore gagné. Cette rencontre devra déboucher sur des mesures concrètes répondant aux revendications portées depuis plus de deux ans par la CGT : la création d'une commission paritaire pour examiner les dossiers litigieux, la possibilité de délivrer des badges temporaires lorsque cela est justifié et le renforcement des moyens humains des services préfectoraux afin de garantir un traitement juste et équitable des dossiers.

Nous appelons l'ensemble des salariés à rester mobilisés et prêts à engager des actions plus fortes si cela s'avère nécessaire. Dans ce combat, le nombre fera notre force. Plus nous serons nombreux, plus nous peserons dans le rapport de force. Car personne n'est aujourd'hui à l'abri d'une décision administrative pouvant remettre en cause son droit au travail.

Nous ne manquerons pas d'informer l'ensemble des salariés des suites de la rencontre du 9 juillet.

Ensemble, continuons le combat. Car retirer un badge, c'est souvent briser une vie. Défendre le badge, c'est défendre l'emploi, la dignité et le droit au travail.

Laurent Dahyot
Secrétaire général
Syndicat CGT
Air France





Stage « Préparation à la retraite » des 24 et 25 novembre 2026

La CGT d'Air France et l'USRAF ont décidé d'organiser un stage de préparation à la retraite

Ce stage de formation syndicale s'adresse aux futur-e-s retraité-e-s qui feront valoir leur droit à la retraite dans les deux ans à venir et à celles et ceux qui l'ont fait récemment.

Nous y aborderons :

- * les fondements de notre système de retraite et de son financement ;
- * les particularités d'Air France, Air Inter et UTA ;
- * la spécificité d'Air France actuellement, l'emploi et les plans de départ ;
- * la santé, la mutuelle et ses enjeux ;
- * le changement de vie à la retraite et la prise en compte des nouveaux besoins ;
- * la découverte du syndicalisme retraité ;
- * la participation à la vie syndicale des retraité-e-s ;
- * la communication et la présentation du site de l'USRAF.

Ce sera également l'occasion d'avoir des échanges et de répondre aux questions que se posent les futur-e-s, les nouvelles et nouveaux retraité-e-s concernant cette vie nouvelle.

Il se tiendra à Toulouse sur deux jours :

Mercredi 24 et jeudi 25 novembre 2026

Vous pourrez vous inscrire auprès des sections syndicales d'actifs (CGTAF) et de retraités (USRAF). Pour les actif-ve-s, les modalités seront les suivantes :

Il sera animé par :

Serge BODRERO, Philippe BONNEFOUS et Rémy LEVASSEUR.

Deux dirigeants actifs participeront également.

Nous invitons les sections Actifs et retraités à faire remonter au plus tôt les inscriptions :

Denis BRUNET : orga.cgtaf@gmail.com pour les actif-ve-s. 06 89 31 18 37

Philippe BONNEFOUS : filippe.bonnefous@orange.fr pour les retraité-e-s. 06 70 14 25 06



54^e Congrès de la CGT : orientations, votes et perspectives

Le 54^e congrès de la CGT s'est tenu à Tours du **1^{er} au 5 juin 2026**. Il a réuni près de 1 000 délégués, représentant les fédérations professionnelles et les unions départementales, afin de définir les orientations de la confédération pour la période **2026-2029**.

Les débats ont principalement porté sur les salaires, l'emploi, la réindustrialisation, les retraites, les services publics, la transition écologique, la réduction du temps de travail, le développement de la syndicalisation et le renforcement de la démocratie interne.

Le **rapport d'activité** de la direction confédérale sortante a été adopté à **81 %** des mandats exprimés. Ce résultat traduit un soutien majoritaire à l'action menée depuis le précédent congrès.

Le **document d'orientation**, qui fixe les priorités revendicatives de la CGT pour les trois prochaines années, a été **adopté à 74 %**. À l'issue des travaux, la nouvelle **Commission exécutive confédérale** a reconduit **Sophie Binet** au poste de secrétaire générale de la CGT, confirmant la volonté de poursuivre les orientations engagées depuis 2023.

Les questions internationales ont occupé une place centrale

Face à la mondialisation et au pouvoir croissant des multinationales, le congrès a affirmé que la défense des droits des travailleurs ne peut plus se limiter au cadre national.

Il a appelé à renforcer la coopération entre les organisations syndicales afin de lutter contre le dumping social, de promouvoir la justice sociale et de défendre les services publics.

Le congrès a réaffirmé également son engagement en faveur de la paix, du respect du droit international et de la solidarité entre les peuples.

Dans un contexte marqué par de nombreux conflits, il exprime son soutien aux travailleurs et aux syndicats confrontés à la guerre et rappelle que l'internationalisme reste une valeur fondamentale du syndicalisme.

Construire des solidarités au-delà des frontières est présenté comme une condition essentielle pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux d'aujourd'hui.



M. Lecornu, notre message est clair. Si vous ne voulez pas remplir à votre tour le cimetière des Premiers ministres, prenez l'argent là où il est. Dans les coffres des milliardaires et des multinationales, dans les 211 Mds d'aides aux entreprises.

Je vous le dis tout net :

nous ne laisserons rien passer. Si vous essayez encore de nous faire les poches.

Sophie BINET



« La CGT ne se laissera jamais anesthésier par l'extrême droite !

Soyons fiers de la clarté et de la constance du positionnement de la CGT ! »

Sophie BINET



Continuité syndicale : une revendication portée par l'UFRT CGT

Les débats ont peu porté sur la continuité syndicale entre la vie active et la retraite. L'UFRT CGT avait pourtant préparé une contribution aux travaux et débats pour alerter sur les nombreuses pertes d'adhérents au moment du départ à la retraite et a défendu une meilleure intégration des retraités dans la vie syndicale. Pour ses représentants, maintenir le lien syndical tout au long de la vie constitue un enjeu majeur pour renforcer l'organisation et préserver l'expérience militante. Cette proposition n'a toutefois pas été retenue dans les orientations finales et le débat et a été reporté à un prochain congrès.

L'UFRT CGT a décidé d'interpeller, dès à présent, nos instances : Fédération, syndicats et sections de retraité.es pour que la continuité syndicale soit pleinement intégrée aux orientations de la CGT et que les adhérents des Union Syndicale de Retraité-es soient reconnus comme des syndiqué-es à part entière.



Délégation de l'Union Fédérale des Retraités des Transports

Martine BRUN (RATP),

Yves GELIBERT (TU LYON),

Serge BODRERO (Air France)



Au départ du Tour de France, les syndicats interpellent le maire RN de Carcassonne

Au départ de la 4^e étape du Tour de France à Carcassonne, le 7 juillet 2026, une intersyndicale a profité de la forte visibilité de l'événement pour interpeller le maire RN de la ville, Christophe Barthès.



Cette mobilisation s'inscrit dans un conflit engagé depuis l'élection municipale de mars 2026. Le maire a annoncé son intention de mettre fin à la mise à disposition de la Bourse du travail, occupée depuis des décennies

par plusieurs organisations syndicales (CGT, CFDT, FSU, Solidaires notamment).

L'intersyndicale dénonce une atteinte aux libertés syndicales et conteste cette décision

À l'occasion du départ de l'étape Carcassonne-Foix, la CGT, rejointe par d'autres organisations, a organisé un rassemblement et une courte manifestation à vélo, coordonnés avec les organisateurs du Tour afin de respecter le déroulement de l'épreuve. La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, était présente pour soutenir les syndicats locaux.

Les organisations syndicales demandent notamment :

- le maintien de leurs locaux à la Bourse du travail de Carcassonne ;
- une protection législative garantissant l'existence de locaux syndicaux interprofessionnels sur les territoires.



Signez la pétition intersyndicale :
<https://c.org/RWwBnnDVmx>



Renouvellement du tiers des élus au Conseil d'administration de la MNPAF:

Encore un recul de la démocratie dans la mutuelle

Les réactions de Rémy Levasseur : élu sortant et candidat à ce poste pour la liste « Le choix d'une garantie pour tous »

Journal TAR : Les résultats viennent de tomber. Quelle est votre réaction ?

Rémy Levasseur : Ils confirment ce que nous avons déjà analysé depuis plusieurs mois. Il y a un décalage entre l'expression des adhérents et la traduction réelle dans la gouvernance. Et aujourd'hui, ce décalage se paie concrètement avec la perte de représentation. Mais il faut être clair : ce n'est pas un désaveu du travail accompli.

Journal TAR : Pourtant vous terminez neuvième pour huit sièges à pourvoir...

Rémy Levasseur : Oui, et c'est évidemment un résultat difficile à accepter sur le plan personnel et collectif. Mais dans le même temps, il faut regarder les chiffres en face : le nombre de voix obtenues reste très significatif, et même largement supérieur à certaines organisations qui conservent pourtant une visibilité institutionnelle importante. Cela montre qu'il existe une attente forte, une autre sensibilité chez les adhérents.

Journal TAR : Comment interprétez-vous cette situation ?

Rémy Levasseur : Nous assistons à une évolution préoccupante de la gouvernance. La logique de représentation issue du vote semble de moins en moins reflétée dans la composition réelle des instances. Et cela pose une question démocratique centrale : comment garantir que toutes les sensibilités des adhérents soient réellement représentées ?

Journal TAR : Certains parlent d'une prise de contrôle progressive par des logiques financières...

Rémy Levasseur : Nous parlons surtout d'un glissement.

Un éloignement progressif des principes mutualistes fondamentaux : solidarité, démocratie, et défense des intérêts des salariés. Quand ces principes reculent, ce sont les adhérents qui perdent du pouvoir.

Journal TAR : Quelle suite envisagez-vous ?

Rémy Levasseur : Nous ne baissons pas les bras. Bien au contraire. Cette situation impose de renforcer le travail collectif, les mobilisations, et la vigilance syndicale. Il faut continuer à porter une exigence claire : transparence, respect du vote, et véritable pluralisme dans les instances.

Journal TAR : Un dernier mot ?

Rémy Levasseur : Le résultat ne met pas fin au combat, il le rend encore plus nécessaire. Les salariés auront toujours besoin de voix qui défendent une mutuelle fidèle à ses valeurs fondatrices qu'a toujours été défendu par la CGT et l'USRAF CGT. Et nous serons au rendez-vous.



Rémy Levasseur Elu
« Le choix d'une garantie pour tous »

Retrouvez toutes les infos des élu-e-es à la MNPAF

Sur Facebook :

« Le Choix d'une Garantie pour Tous »

Défendons la solidarité à la MNPAF

A l'assemblée générale du 7 juin de la MNPAF la direction actuelle de la mutuelle a fait adopter par une majorité des listes la création d'altitude 200. Elle fait croire qu'elle prend en compte les difficultés de certains et propose quelque chose « qui existe déjà sur le marché ». En fait elle diminue les prestations pour les plus déshérités afin de proposer une « soi-disant » meilleur tarif. Double peine pour eux : ils sortent de la solidarité et sont moins bien soignés ! Voilà où conduit l'abandon de la solidarité.

RAPPEL HISTORIQUE

Notre MNPAF n'est pas une mutuelle comme les autres elle a pour origine l'Activité Entraide et Secours (AES) qui a été supprimée par la direction d'Air France et les syndicats réformistes au tournant des années 1980/1990.

Avant ce changement, les salariés en activité versaient 1% de leur salaire comme cotisation pour l'AES, les salariés en retraite cotisaient uniformément 1,5% de leurs pensions de retraite. Le déficit annuel était comblé par la Compagnie. solution insupportable pour celle-ci et les prestations n'étaient pas toujours intéressantes. Elle a donc œuvré à la création d'une mutuelle qui renvoyait la charge des prestations et des déficits sur les adhérents salariés.

A la création de la MNPAF il n'y avait qu'un seul cahier de prestations et une multitude de tranches.

Les PNT et les hauts cadres ont souhaité de meilleures prestations. En réponse a été créée la gamme altitude : création de l'altitude 400 pour de meilleures prestations avec des cotisations plus élevées. L'altitude 300 est anecdotique. Nous avons toujours refusé cette évolution.

NOTRE PRINCIPE CGT DE LA SOLIDARITE

La force de notre mutuelle est de baser ses tarifs sur les revenus de l'adhérent selon le principe de la sécurité sociale « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ».

C'est le principe de la solidarité entre les catégories et entre les générations. Tout le contraire de ce que propose les pubs ou la direction de la MNPAF : ne payer que pour les prestations qui vous sont utiles. Ce qui est de l'assurance.

Il y avait une autre solution pour la gamme « altitude » à savoir créer une tranche supplémentaire de cotisations pour les bas revenus. Le faible rendement de la tranche serait comblé en faisant cotiser sur l'ensemble des revenus – aujourd'hui, au-delà de 24000€ annuel il n'y a plus de prélèvement - et surtout par la création d'une tranche nouvelle faisant cotiser les très hauts revenus au-delà de 2 fois le plafond de la sécurité sociale soit au-delà de 96120 € annuel.

Défendre la solidarité pour la sécurité sociale et les mutuelles c'est un principe qui guide la CGT dans son ensemble

Michel Wagnez Elu
« Le choix d'une garantie pour tous »





Erick Girbert et Joël Gauvain : **un héritage de solidarité et de lutte**

C'est avec une profonde émotion que nous avons appris les décès de nos camarades **Erick Girbert** et **Joël Gauvain**, deux militants qui ont profondément marqué l'histoire de la CGT Air France.



Dans les années 2000, **Erick Girbert** a exercé les fonctions de secrétaire général du Syndicat CGT Air France de 2001 à 2007. Ancien salarié du Cargo, il a consacré son énergie, sa détermination et son engagement au service des salariés, en portant haut les valeurs de solidarité, de justice sociale et de

défense collective.

Laurent Dahyot écrira : À titre personnel, c'est durant son mandat que je me suis syndiqué, en 2005. Comme beaucoup d'entre nous, j'ai pu mesurer son dévouement, sa disponibilité et son investissement sans faille au service de notre organisation.

Aujourd'hui, nos pensées vont à sa famille, à ses proches et à tous les camarades qui ont milité à ses côtés. Repose en paix, camarade Erick.

Laurent Dahyot Secrétaire général du Syndicat CGT Air France

Il aura assumé différents mandats, parfois dans des conditions difficiles, comme Secrétaire de la section CGT du Fret d'Air France, responsable de la branche transports aériens à la Fédération CGT des Transports, Secrétaire Général de la CGT d'Air France, responsable à la Mutuelle Nationale des Personnels d'Air France.



Nous rendons également hommage à **Joël Gauvain**, ancien secrétaire général de l'UGICT CGT Air France, militant convaincu et profondément attaché aux valeurs de la CGT.

Les témoignages qui nous sont parvenus illustrent tous la même image : celle d'un homme engagé, chaleureux, dynamique et profondément humain.

Michel Galet se souvient des nombreuses années de militantisme partagées à Orly Nord Air France, aux côtés de Joël et de Christiane Guillaume, notamment lors du transfert des mécaniciens de piste et de hangar. Il évoque avec émotion un camarade « CGTiste convaincu et convaincant », dont la disparition le touche profondément.

Christian Bourdet rappelle leurs années de formation à Vilgénis, les longues discussions politiques dans leur chambre, leur amitié restée intacte au fil des années, ainsi que le rôle essentiel de Joël comme secrétaire général de l'UGICT CGT Air France.

Michel Barrier évoque quant à lui un militant attentif et à l'écoute, qui a su contribuer au rapprochement des différentes structures syndicales dans une période parfois complexe, marquée par la fusion des entreprises et des organisations CGT. Il garde également le souvenir d'un accueil chaleureux et d'un travail collectif exemplaire au sein de l'UGICT CGT.

Jacques Aubert résume avec simplicité ce que beaucoup ressentent : « Un camarade d'une grande qualité, qui a su combattre toute sa vie pour ce monde meilleur auquel il aspirait. »

À travers ces témoignages, c'est toute une génération de militants qui s'exprime. Erick Girbert et Joël Gauvain auront consacré une part importante de leur vie à défendre les salariés, à faire vivre les valeurs de la CGT et à transmettre leur engagement aux générations suivantes.

Leur parcours, leur fraternité et leur engagement resteront gravés dans la mémoire de notre organisation.

À leurs familles, à leurs proches et à tous leurs camarades, nous adressons nos plus sincères condoléances.

Reposez en paix, camarades Erick et Joël. Vous resterez présents dans nos mémoires, dans nos luttes et dans nos cœurs.





14 octobre et 19 novembre 2026

Retraités : mobilisons-nous pour nos retraites et notre pouvoir d'achat !

Pendant que les grandes entreprises engrangent des profits records et que les dépenses militaires explosent, le gouvernement veut encore faire payer la facture aux retraités.

Notre pouvoir d'achat recule :

- des pensions qui ne suivent pas l'inflation ;
- des dépenses de santé toujours plus lourdes ;
- des millions de retraités contraints de réduire leurs dépenses.

Pourtant, l'argent existe : aides publiques sans contrepartie aux grandes entreprises, dividendes records versés aux actionnaires, réserves importantes de l'Agirc-Arrco issues des cotisations des salariés.

Nous refusons que les retraités soient les variables d'ajustement !

Nous exigeons :

- 10 % d'augmentation immédiate des pensions ;
- le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat ;
- l'indexation des pensions sur les salaires ;
- la défense des retraites complémentaires Agirc-Arrco ;
- une Sécurité sociale garantissant un accès aux soins à 100 % ;
- des services publics de proximité.

**Retraités, actifs : tous concernés,
tous mobilisés !**

❑ Mardi 14 octobre 2026

Journée nationale d'action devant les agences Agirc-Arrco, les sièges du Medef et grand rassemblement à Paris.

❑ Jeudi 19 novembre 2026

Grande manifestation nationale à Paris pour défendre nos retraites, notre pouvoir d'achat et notre protection sociale.

**Ensemble, faisons entendre la voix
des retraités !**

**Retrouvez toutes les informations
et les lieux de RDV**

Sur le site : www.usrafcgf.fr

